



Informations du Guatemala

1ère année / N°47

du 19 au 25 novembre 1983

POLITIQUE

Des rumeurs au sujet d'un nouveau coup d'Etat
Le gouvernement abandonné par ses amis
Incertitude au sujet des élections
On assure que le Guatemala n'enverra pas de troupes en Amérique Centrale
Réaction à propos de la suspension de l'aide nord-américaine

ECONOMIE

Des prêts accordés pour 1984
Le gouvernement suspend l'exécution des travaux publics

CONTRE-INSURRECTION

Le Guatemala sous contrôle militaire
Importantes opérations militaires dans le département de Solola

INSURRECTION

Un chef militaire tombe au combat
L'armée reconnaît avoir subi 37 pertes dans le département de San Marcos
Embuscade dans Le Peten
PGT : L'insurrection se renforce

DROITS DE L'HOMME

L'armée persécute les religionnaires
La vague de violence continue
Le rapport de l'ONU
Les forces du gouvernement enlèvent un chef de la police

POLITIQUE

DES RUMEURS AU SUJET D'UN NOUVEAU COUP D'ETAT

La Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG), dans un de ses communiqués, a lancé une mise en garde contre l'éventualité d'un nouveau changement à la tête du gouvernement militaire.

Selon la DCG, un nouveau bouleversement "serait tragique", car il faudrait alors recommencer le processus électoral. "L'armée ne conservera son rôle dirigeant dans le pays que si elle réussit à maintenir son unité".

La DCG accuse les organisations de sécurité de l'Etat de porter la responsabilité de l'augmentation de la violence dans le pays. Le mois dernier, 15 hommes politiques, qui soutenaient le processus "d'ouverture démocratique" proposé par le régime, ont été assassinés.

L'armée a officiellement annoncé que le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major, remplacerait le chef de l'Etat pendant son prochain voyage. Le général Mejia Victores se rend pour six jours en Argentine afin d'assister à l'investiture du président Raul Alfonsin.

LE GOUVERNEMENT ABANDONNE PAR SES AMIS

Lors d'une réunion avec les principaux secteurs industriels du pays, le 22 novembre, le général Mejia Victores a reconnu que "le Guatemala traverse l'un des pires moments de son histoire ; face à une conjoncture aussi difficile, même nos principaux amis nous abandonnent".

Ces dernières semaines, l'isolement du régime s'est encore accentué, au niveau international comme sur le plan interne, en raison, d'une part, des dénonciations de plusieurs organismes internationaux concernant l'augmentation de la violence officielle dans le pays, d'autre part de la suspension de l'aide économique et militaire votée le 14 novembre par le Congrès des Etats-Unis.

Se référant à ces événements, le chef de l'Etat a déclaré : "Il est possible que, d'ici peu, nous ayons une entrevue avec le secteur privé pour lui demander, si cela s'avère nécessaire, un appui économique et moral".

Selon des membres des associations représentant le secteur privé, les déclarations du général Mejia Victores annoncent probablement l'établissement de nouveaux impôts.

INCERTUDE AU SUJET DES ELECTIONS

Le 21 novembre, le général Mejia Victores a déclaré que la date de la convocation des élections pour l'Assemblée Constituante serait retardée "aussi souvent que les circonstances l'exigent".

Les conditions requises pour les élections, selon le chef de l'Etat, sont la promulgation d'une nouvelle loi électorale, un progrès significatif dans l'organisation des comités politiques et le recensement des citoyens.

Les groupes politiques qui participent à l' "ouverture démocratique" ont fait remarquer que ces conditions retardent indéfiniment la date des élections. Selon Vinicio Cerezo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque : "Le problème de fond, pour l'instant, c'est de déterminer si ils pensent rendre le pouvoir".

La convocation pour les élections devrait avoir lieu le 23 mars 1984, les élections le 1er juillet de la même année.

ON ASSURE QUE LE GUATEMALA N'ENVERRA PAS DE TROUPES EN AMERIQUE CENTRALE

L'armée du Guatemala n'enverra pas de troupes en Amérique Centrale, car "nous avons trop de problèmes ici pour penser à envoyer nos soldats dans d'autres pays", a déclaré le 19 novembre le colonel Rodolfo Lobos Zamora, chef de l'état-major de l'armée.

Quant au retrait de l'aide militaire nord-américaine, le responsable militaire a fait remarquer que l'armée "a survécu" sans elle durant plusieurs années. "Si nous avons besoin d'un appui rapidement, nous ferons appel aux pays amis", a-t-il ajouté, se référant concrètement aux gouvernements d'Israël, de Taiwan et du Chili, qui ont fourni ces dernières années des conseillers militaires et des armes à l'armée guatémaltèque.

REACTION A PROPOS DE LA SUSPENSION DE L'AIDE NORD-AMERICAINE

"La suspension de l'aide des Etats-Unis au Guatemala n'affectera pas les relations entre les armées des deux pays", a déclaré le 19 novembre le lieutenant-colonel Edgar Djalma Dominguez, porte-parole de l'armée. "Les militaires nord-américains ne souhaitent pas la suspension de l'aide ; c'est le fait du Congrès uniquement".

Selon Rodriguez Mazzariegos, vice-président de la Chambre de l'Agriculture, entité la plus importante du secteur agro-exportateur, "les représentants du Congrès sont aveugles".

Selon Ramon Zelada Carrillo, sous-secrétaire des Relations Publiques de la présidence, la décision nord-américaine est "précipitée et unilatérale" ; "on a pris comme prétexte un fait que nous sommes sur le point d'éclaircir, la mort de deux travailleurs de l'AID". "Il y a des violations des droits de l'homme des Etats-Unis jusqu'à la Terre de Feu, dans certains pays, beaucoup plus que dans d'autres, mais à ceux-là, on ne dit rien et on ne prend pas de mesures économiques à leur encontre".

Le colonel Pablo Nuila Hub, secrétaire des Relations Publiques de la présidence a affirmé le 22 novembre qu' "il n'y a pas suspension de l'aide des Etats-Unis au Guatemala ; en fait, le gouvernement du général Mejia Victores n'a pas présenté de projets à l'Agence Internationale pour le Développement (AID) avant le mois de septembre, date à laquelle le gouvernement nord-américain établit son budget annuel".

ECONOMIE

DES PRETS ACCORDES POUR 1984

Le colonel Leonardo Figueroa Villate, ministre des Finances, a fait savoir le 17 novembre que le Guatemala recevra en 1984 des prêts provenant du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale (BM), de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et d'autres organismes internationaux de crédit.

Le FMI prêtera 143 millions de dollars, la BID, 60 et la BM, 35. Ces fonds sont destinés à renforcer la balance des paiements et à appuyer le secteur privé.

D'autres organismes de crédit devraient accorder des prêts destinés aux travaux publics.

LE GOUVERNEMENT SUSPEND L'EXECUTION DES TRAVAUX PUBLICS

Ces derniers mois, le gouvernement a suspendu l'exécution de travaux publics, ce qui a contribué à l'aggravation de la crise et du chômage, affirme la Chambre des Travaux Publics et du Bâtiment du Guatemala (CCG). Le gouvernement n'a même pas proposé aux entreprises la réalisation de projets dont le financement (138 millions de dollars) avait été approuvé. Il a interrompu la construction d'écoles, d'hôpitaux, de centrales hydroélectriques, d'aqueducs et d'autres projets déjà sous contrat, représentant une valeur de 92 millions de dollars.

L'association des constructeurs signale que la mise en oeuvre de ces projets aurait créé environ 59.800 emplois.

CONTRE-INSURRECTION

LE GUATEMALA SOUS CONTROLE MILITAIRE

Gustavo Adolfo Lopez Sandoval, ministre de l'Intérieur, a annoncé le 22 novembre que les forces de sécurité du gouvernement vont mettre en place dans tout le pays une opération de contrôle des personnes et des véhicules, de perquisitions, ceci pendant 40 jours.

Il a également divulgué un plan de contrôle policier de la capitale "qui permet la surveillance policière de chaque pâté de maisons". "Ce système nous a permis de réaliser de bonnes captures, puisque dans certains cas, nous travaillons avec une liste des personnes fichées".

IMPORTANTES OPERATIONS MILITAIRES DANS LE DEPARTEMENT DE SOLOLA

Le bureau des Relations Publiques de l'armée a fait savoir que des opérations de recherche des insurgés ont été réalisées dans le département de Solola (Ouest du pays) ; 500 soldats, appuyés par l'artillerie, des hélicoptères, des avions "A 37 B DRAGON FLY" ont participé aux opérations du 20 novembre. Ce même jour, les forces de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont tendu 2 embuscades aux troupes de l'armée.

Le 25 novembre, on a appris de source militaire qu'en dépit des intenses bombardements sur la région, les opérations de ratissage n'avaient apporté aucun résultat positif.

INSURRECTION

UN CHEF MILITAIRE TOMBE AU COMBAT

Le commandant de la base militaire du département de Solola, le colonel Luis Alfonso Rebulli Capelli, membre du haut commandement de l'armée, est mort au combat, lors d'un affrontement avec l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), le 20 novembre.

L'armée a perdu 37 hommes et au moins 2 véhicules au cours d'opérations menées dans ce département.

Rebulli Capelli était considéré dans l'armée comme l'un des chefs militaires les plus compétents en matière de contre-insurrection. Selon un communiqué de l'ORPA, c'était l'un des chefs pressentis par le Conseil de Défense Centre-Américain (CONDECA) pour diriger la force d'intervention en Amérique Centrale.

L'ORPA a fait savoir le 22 novembre que Rebulli Capelli était tombé dans une embuscade alors qu'il dirigeait une opération militaire sur la route reliant les villages de San Lucas Toliman et Santiago Atitlan. D'importants détachements militaires sont cantonnés dans les deux agglomérations, distantes de 25 kms.

Rebulli Capelli avait été commandant de la brigade "Guardia de honor" dans la capitale (l'une des plus importantes du pays). Jusqu'au 1er novembre, il était commandant de la base militaire du département de San Marcos, où des familles de disparus l'avaient accusé de maintenir illégalement en prison des paysans enlevés par les forces de sécurité. Selon l'ORPA, la trajectoire du commandant dans l'armée "était longue et sanglante".

La nouvelle a été commentée par la presse guatémaltèque du 23 novembre comme le coup le plus dur asséné à l'armée cette année.

L'ARMEE RECONNAIT AVOIR SUBI 37 PERTES DANS LE DEPARTEMENT DE SAN MARCOS

On a officiellement annoncé le 22 novembre que l'armée avait subi 37 pertes au cours d'une embuscade tendue par l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) à un camion militaire à La Blanca, Ocos, dans le département de San Marcos, (Ouest du pays).

D'après le bureau des Relations Publiques de l'armée, 7 soldats sont morts et 30 ont été blessés le 21 novembre par l'explosion d'une mine Claymore au passage d'un véhicule militaire qui a éclaté de manière spectaculaire.

EMBUSCADE DANS LE PETEN

Les Forces Armées Rebelles (FAR) ont fait savoir le 22 que deux patrouilles de l'armée se sont affrontées entre elles à la suite de la confusion entraînée par une embuscade des insurgés dans la municipalité de La Libertad, département du Peten (Nord du pays).

Les FAR n'ont pas communiqué le nombre de pertes subies par les troupes gouvernementales.

Les 19 et 20 novembre, les FAR ont réalisé des opérations de propagande insurrectionnelle sur la route qui relie les villages de San Juan et El Quetzalito, dans la municipalité de Dolores, El Peten.

PGT : L'INSURRECTION SE RENFORCE

Ces derniers mois, le Parti Guatémaltèque du Travail (PGT-NUCLEO) a accru ses capacités politico-militaires dans les départements du Chimaltenango et de Escuintla (centre et Sud du pays). Selon ce parti, l'armée, malgré l'intensification de la répression, ne peut freiner l'avancée de la lutte populaire.

Dans le dernier numéro de son journal "Unidad", le PGT souligne également la nécessité d'une alliance large entre toutes les forces de l'opposition pour renverser le gouvernement militaire. L'URNG (Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque) doit se développer de manière constructive par l'accroissement de la collaboration militaire des organisations qui en font partie.

DROITS DE L'HOMME

L'ARMEE PERSECUTE LES RELIGIONNAIRES

Le missionnaire nord-américain John Anderson a déclaré le 22 novembre que, au cours de son séjour de trois semaines au Guatemala, il avait pu vérifier que les religionnaires sont l'objet des persécutions du régime militaire.

Il a rencontré les plus grandes difficultés pour réaliser son enquête, en raison des pressions exercées par les autorités, mais aussi de la crainte générale qui règne dans la communauté de croyants, terrorisée par les menaces des forces de sécurité. 4 religionnaires protestants ont été assassinés récemment. Sous le régime de Rios Montt, 7 religionnaires au moins ont été assassinés, et 7 enlevés.

LA VAGUE DE VIOLENCE CONTINUE

Selon les données fournies par la police, la presse, les tribunaux ordinaires et les organisations d'assistance, 76 personnes ont été victimes de la violence officielle entre les 12 et 18 novembre.

28 personnes assassinées, 25 enlevées et portées disparues, 28 blessées par balles, tel est le bilan provisoire de la situation de violence qui a régné dans le pays ces jours-ci. Violence caractérisée par l'atrocité des assassinats commis.

Selon les témoignages des familles des disparus, qui cherchent à identifier les cadavres dans les amphithéâtres du pays, les victimes ont été dévisagées, leur corps mutilés, afin d'empêcher toute identification.

D'autre part, selon les informations publiées par le journal "Prensa Libre", 713 personnes ont été victimes de la violence officielle au cours de la première quinzaine de novembre : 41 ont été assassinées, 1 enlevée, 2 portées disparues, 22 blessées et 60 arbitrairement arrêtées par les forces du gouvernement. Le journal précise que ces données sont partielles et que tous les cas n'ont pu être recensés.

LE RAPPORT DE L'ONU

Le vicomte Colville de Culross, rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU pour le Guatemala, est arrivé dans le pays le 24 novembre. Le ministre des Relations Extérieures, Fernando Andrade Diaz-Duran, a fait savoir qu'il aurait un entretien avec le chef de l'Etat et d'autres représentants du gouvernement au sujet de la situation des droits de l'homme.

Dans un entretien accordé à Enfoprensa le 18 novembre, le docteur Antonio Garcia Borrajo, vice-président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), a affirmé que le projet de rapport préparé par Culross est "inexact et plutôt équivoque". "Au lieu d'être un reflet fidèle et exact des faits qui se produisent dans le pays, c'est plutôt une étude qui interprète les faits en fonction de sa manière de voir et de penser".

Garcia Borrajo a été surpris que le rapport de Colville ne mentionne pas les milliers d'assassinats et les enlèvements commis par les forces de l'ordre, ni les prisons clandestines.

LES FORCES DU GOUVERNEMENT ENLEVENT UN CHEF DE LA POLICE

Plusieurs hommes armés ont enlevé le 24 novembre Cipriano Guerra, chef de la police nationale du département de Jutiapa, son épouse et l'un de ses fils.

L'enlèvement a eu lieu aux environs d'un poste de police de l'Est du pays.

Bien que le bureau des Relations Publiques du gouvernement affirme mener des recherches pour les retrouver, la famille des disparus a déclaré au journal "El Grafico" qu'ils sont gardés "reclus et au secret" dans l'un des centres de police de la capitale.